

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 40 (2024)

Buchbesprechung: Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COMPTES RENDUS

**Séveric Yersin, Willi Gautschi
et la Grève générale de 1918**

Lausanne, Antipodes, 2023,
262 pages

La Grève générale en Suisse de novembre 1918, ce sont quelque 250 000 grévistes face à près de 100 000 soldats. Ce sont trois victimes ouvrières tuées par la troupe, un soldat atteint par une balle perdue à Zurich et des centaines de militaires mobilisés qui ont été décimés par l'épidémie de grippe. Mais c'est surtout un fait social majeur dont l'histoire et la mémoire ultérieures seront non moins significatives.

Cet ouvrage rigoureux de Séveric Yersin retrace le parcours intellectuel de l'historien Willi Gautschi, celui qui est réputé avoir déconstruit des décennies plus tard le récit conservateur, mythique et mensonger, d'un mouvement social assimilé à une tentative d'insurrection bolchévique. Parce qu'elle inscrit judicieusement ces travaux de Gautschi dans le contexte de leur production, cette étude porte en fin de compte sur l'histoire intellectuelle de la Suisse alémanique au temps de la guerre froide.

L'auteur évoque tout d'abord les premières phases de l'établissement de l'interprétation bourgeoise de la Grève générale. La narration d'une influence étrangère et d'une inspiration bolchévique s'instaure d'emblée pour justifier pleinement la répression militaire. Mais le récit conservateur

se développe aussi en déplorant la gestion du conflit par les dirigeants du mouvement ouvrier et leur décision de déclencher la grève. Quant au mouvement ouvrier, il tend bien vite à faire valoir davantage la légitimité de ses revendications que celle du mode d'action de 1918, ce qui préfigure un récit téléologique par lequel la plupart des doléances de 1918 vont finir par enfin s'appliquer.

Les livres de Gautschi sur la Grève générale examinés par l'auteur sont d'abord sa thèse publiée en 1955¹, suivie plusieurs années plus tard par une trilogie comprenant son ouvrage le plus significatif (1968)², un recueil de sources qui le prolonge (1971)³ et un dernier essai sur la présence de Lénine en Suisse (1973)⁴. Le récit de Yersin porte sur les conditions concrètes et les contenus de la production historiographique de Gautschi. L'orientation de ces travaux réfute la thèse de la tentative d'insurrection, se montre compréhensive à l'égard des revendications sociales affirmées sans avaliser pour autant le mode opératoire de la grève et ne condamne pas l'intervention de l'armée et la gestion des autorités. Il s'agit d'une position modérée qui occulte le tournant réactionnaire observé en Suisse après la Grève générale qu'Hans Ulrich Jost a mis plus tard en évidence dans une postface à une réédition du livre-phare de Gautschi en 1988⁵.

Cet ouvrage d'historiographie contient de nombreuses informations

sur les conditions de financement et de rédaction des travaux de Gautschi, ainsi que sur sa vaine tentative d'obtenir un poste de professeur d'histoire à l'Université de Zurich. L'auteur nous apprend aussi que les ouvrages de l'historien auraient pu, et sans doute dû, être cosignés par son épouse Alice Gautschi puisqu'elle reprenait et tapait elle-même toutes ses notes. Le récit de ce parcours intellectuel parfois contrarié contraste à bien des égards avec l'image qui nous reste aujourd'hui de celui qui a été plus tard, en 1989, l'auteur d'une biographie un peu trop lisse d'Henri Guisan parue en pleine commémoration du début de la guerre.

Enfin, Yersin évoque les publications parallèles du recueil de sources de Gautschi sur la Grève générale de 1918 et des documents sur le mouvement ouvrier suisse rassemblés et publiés par le Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier de Zurich autour d'un séminaire de Georges Haupt. Or, si ces documents ont connu une adaptation et une traduction bienvenues, à l'initiative de Marc Vuilleumier⁶, ni le recueil de sources, ni les ouvrages de Willi Gautschi sur la Grève générale n'ont jamais été traduits en français, comme le déplore à juste titre Malik Mazbouri dans sa préface. Ce bel ouvrage de Séveric Yersin montre pourtant tout l'intérêt qu'il y aurait de diffuser bien davantage les travaux de Gautschi sur ce mouvement social helvétique pour mieux connaître l'histoire de son histoire, mais aussi pour affronter les enjeux du présent.

CHARLES HEIMBERG

¹ *Das Oltener Aktionskomitee und des Landes-Generalstreik von 1918.*

² *Das Landesstreik 1918.*

³ *Dokumente zum Landesstreik 1918.*

⁴ *Lenin als Emigrant in der Schweiz.*

⁵ Version française : « L'importance de la grève générale dans l'histoire suisse », in *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Föst à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2005, pp. 187-203.

⁶ *Le mouvement ouvrier suisse. Documents de 1800 à nos jours*, Genève, Éditions Adversaires, 1975.

Pietro Boschetti, L'Affaire du siècle, le 2^e pilier et les assureurs
Neuchâtel, Livreo-Alphil, 2023,
138 pages

Mais qui donc a remporté la victoire en ce mois de décembre 1972 ? C'est la question que l'on peut se poser en parcourant ce précieux petit livre qui relate l'histoire du 2^e pilier de la prévoyance professionnelle helvétique et son principe de capitalisation. À bien des égards, cela pourrait avoir été les salariées et salariés du pays pour qui le seul 1^{er} pilier de l'Assurance vieillesse et survivants, l'AVS, était et demeure encore bien insuffisant au moment de la retraite. Toutefois, ceux qui, d'emblée, se sont frottés les mains dans cette affaire ont été les assureurs privés, pour des raisons et par un mode opératoire que Pietro Boschetti nous dévoile dans un récit révélateur.

Le choix d'un système de capitalisation complétant un trop modeste 1^{er} pilier fondé sur la répartition et la solidarité a bien entendu des conséquences pour toute la population. Précisons toutefois qu'il est ici question de la part du système du 2^e pilier qui est gérée directement par des assurances-vie privées, soit huit compagnies d'assurance pour 43%

des salarié·e·s de la Suisse, situé·e·s plutôt dans le secteur privé et les petites et moyennes entreprises. C'est un marché qui avait été qualifié d'« affaire du siècle » par ces assureurs privés, le concept même des trois piliers de la prévoyance professionnelle en Suisse ayant été lui-même conçu en réalité par ces assureurs, en particulier l'emblématique Peter Binswanger (1916-1997), l'un des concepteurs, en tant que chef de section à l'Office fédéral des assurances sociales, de la loi fédérale sur l'AVS approuvée en 1947, devenu ensuite directeur de la Winterthur Vie.

Boschetti cite dans son ouvrage les propos révélateurs d'une revue professionnelle des assureurs en 1944 qui ne s'inquiète pas du tout de l'émergence d'un premier pilier, l'AVS : celle-ci ne sera pas une concurrence, bien au contraire, « elle sera un instrument de propagande ; elle donnera à tout le peuple le sens de l'assurance. Et sachant qu'ils recevront une petite retraite, les gens auront l'envie de rendre cette pension suffisante en concluant une assurance complémentaire à l'assurance-vieillesse que les compagnies créeront spécialement à cette intention. » (cité p. 20)

Il fallait donc, pour ces milieux privés, garder en partie la main sur ce qui dépassait ce modeste 1^{er} pilier afin de s'assurer d'immenses profits. Mais nous sommes en Suisse et une telle option devra donc nécessairement résulter d'un vote populaire. Ce sera celui du 3 décembre 1972 au cours duquel un contre-projet à une initiative du Parti du travail pour une extension de l'AVS se verra opposer un contre-projet du Conseil fédéral qui comprend exac-

tement ce que souhaitaient ces assureurs privés : ne pas étendre l'AVS, mais créer un système obligatoire de 2^e pilier dont une part substantielle sera dans les mains, avec quelques règles minimales, des assurances-vie privées, celles-ci pouvant librement développer par ailleurs une extension de 3^e pilier inaccessible au plus grand nombre.

Le vote de 1972 est ainsi le fruit d'un accord des syndicats et du Parti socialiste avec les partis de droite et les milieux économiques, dont ces assureurs, en opposition au projet plus social du Parti du travail, dans un contexte d'anticommunisme propre à cette époque de guerre froide. Ce 2^e pilier met ensuite 13 ans à se concrétiser avec la loi d'application LPP de 1985 qui le rend effectivement obligatoire. Le récit de Boschetti décrit cette victoire des assureurs privés de 1972 et leur rôle déterminant par la suite pour faire en sorte de minimiser toute contrainte étatique et de permettre autant de profits que possible. En réalité, le texte entré en vigueur en 1985 avait été voté par le parlement en 1982 après que le très conservateur Conseil des États en a détricoté tous les principes de base, hormis le caractère obligatoire du 2^e pilier. En particulier, la promesse que l'AVS et le 2^e pilier réunis devaient assurer 60% du dernier salaire brut après 40 ans de versements restait très théorique : le contexte de crise économique prévalant depuis le vote de 1972 avait en effet pesé sur les rapports de force politiques et sociaux au profit du conservatisme et des assureurs privés. Les mots du porte-parole du groupe socialiste aux Chambres Félicien Morel, prononcés le 23 septembre

1981, parlent ainsi d'eux-mêmes : « Nous [pouvons] légitimement nous demander si un pareil revirement était vraiment nécessaire. N'[est]-on pas en train de trahir les promesses faites et de faillir aux engagements pris ? » Et pourtant, plus loin : « Nous partons de l'idée que le moment est venu d'adopter cette loi, même si elle ne correspond pas tout à fait à ce que nous attendions d'elle. » (cité pp. 52-53)

Au début des années 2000, le conseiller national chrétien-social fribourgeois Hugo Fasel dénonce le scandale de la disparition présumée d'une somme de quelque 20 milliards de francs¹. Ce montant colossal, tiré des rendements exceptionnellement élevés des capitaux de prévoyance concernés, aurait été fondu dans la comptabilité générale des compagnies. L'Office fédéral des assurances privées, leur autorité de surveillance, est incapable de donner la moindre explication, et le justifie au nom de la protection de la capacité concurrentielle de ces assurances, alors même que ces excédents auraient dû revenir aux assuré·e·s. Ce constat implacable survient qui plus est au moment où la question d'une baisse du taux de conversion de ces capitaux en rentes se pose face au vieillissement de la population : des réserves auraient dû être constituées pour ce faire, mais elles font désormais défaut.

De nouvelles règles sont alors établies pour l'avenir, sous la forme d'une clé de répartition, une quote-part minimale, qui limite à 10% la part qui revient aux assureurs privés : cependant, ce pourcentage ne va pas être relié au bénéfice de chaque assurance, mais à ses recettes, c'est-à-dire

à son chiffre d'affaires, ce qui augmente encore la somme qui échappe aux assuré·e·s. Pietro Boschetti reconstruit avec précision cette gestion politique d'un scandale qui s'accompagne d'une baisse tendancielle des rentes du 2^e pilier et qui est à la source du débat contemporain sur ce système de retraites.

L'ouvrage se termine sur une réflexion importante pour l'histoire du mouvement social et ouvrier en Suisse. Il souligne que ce système de retraite a émergé à la suite de l'effacement des expériences mutualistes et qu'il s'inscrit dans la suite de l'Accord de paix du travail (1937) et de l'intégration de socialistes au Conseil fédéral (deux membres dès 1959). Le 22 avril 1970, l'organe de l'Union syndicale suisse écrit explicitement que « le deuxième pilier est une articulation de la coopération organique entre organisations syndicales et patronales » (cité p. 108), ce qui se vérifie dans le cas des caisses de pension d'entreprises, la part de ce 2^e pilier qui n'est pas gérée par les assureurs privés. Toutefois, à l'échelle de toute la société, le bilan de ce système des trois piliers n'est pas brillant : il prétérite gravement les femmes et son financement comme ses prestations sont fragilisées par l'absence en son sein de tout principe de solidarité au service du bien commun. Il profite aux assureurs, mais il ne garantit pas une retraite décente à toutes et tous. Il entraîne aussi, par la cogestion des caisses de pensions d'entreprises et la nécessité de préserver les capitaux de leurs membres, les représentant·e·s du monde du travail à entériner des logiques de gestion libérale qui engagent d'énormes enjeux éthiques et environnemen-

taux. Le principe des retraites par capitalisation pose ainsi des questions de fond à l'histoire sociale. Tout l'intérêt de ce petit livre est de nous en faire comprendre les raisons à partir du cas helvétique.

CHARLES HEIMBERG

¹ Voir le film documentaire *Le Protokoll. Comment notre système de prévoyance vieillesse a été façonné par et pour les compagnies suisses d'assurance-vie*, de Claudio Tonetti et Pietro Boschetti, Intermezzo Films, RTS, SRF, RSI, 2022, en ligne : <https://vimeo.com/726106269>.

Anne Philipona, *Le bien commun des paysans. Enfance des sociétés de laiterie*

Fribourg, SHCF, 2021, 295 pages

Dans le canton de Fribourg, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le fromage à pâte dure n'est fabriqué qu'à l'alpage, pendant la belle saison. Plusieurs historiens ont rendu compte de cette activité alpestre, de son organisation et de son poids économique pour l'aristocratie locale. Mais, dès la première moitié du XIX^e siècle, grâce à l'évolution des fourrages et des nouvelles façons de travailler, il devient possible de fabriquer du fromage en plaine, toute l'année. Les paysans s'organisent alors en coopératives et constituent des sociétés de fromagerie, appelées fruiteries, dans le but de valoriser leur lait et commercialiser les fromages. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, sous la pression de divers événements, dont la politique douanière protectionniste française ou l'apparition des fabriques de lait condensé ou de chocolat ne sont pas les moindres, les sociétés de fro-

magerie abandonnent le système en fruiterie et optent pour le système de laiterie : les paysans vendent leur lait à un laitier indépendant qui l'utilise comme il l'entend.

C'est à cette évolution qui mène de la fruiterie à la laiterie, à ses conséquences économiques et sociales, que s'attelle la thèse d'Anne Philipona, nourrie d'une riche documentation qui lui permet de suivre cette évolution au plus près des réalités villageoises.

La société de fromagerie organisée en fruiterie s'impose parce qu'elle répond à un impératif de solidarité. En un temps qui ne connaît pas la réfrigération, le lait ne se conserve pas. Si l'on veut le rentabiliser au-delà d'une consommation ménagère, il faut le transformer en fromage. Or la fabrication d'une meule exige environ 200 litres de lait. Une vache en produit alors moins de dix litres par jour et la plupart des villageois ne possèdent que quelques vaches. Il faut donc s'unir.

La fruiterie est organisée démocratiquement. Chaque sociétaire dispose d'une voix, quel que soit le nombre de vaches dont il est propriétaire. L'entretien ou la construction de la fromagerie est l'affaire de tous et cela se traduit par un système de corvées décidé par l'assemblée : chaque sociétaire doit un certain nombre de journées de travail. Nommée par l'assemblée, une commission est chargée de gérer la société et de négocier la vente des fromages. Ses membres sont soumis à un tournus court, pour éviter les accaparements. Exception à cette règle, le secrétaire reste souvent en poste pour plusieurs années. C'est qu'il y faut des compétences particulières,

notamment en matière de comptabilité, qui s'acquièrent avec le temps.

À tour de rôle, les producteurs (et quelques productrices, rares dans ce monde essentiellement masculin) livrent le bois nécessaire à la fabrication du fromage, nourrissent le fromager et touchent souvent la production de la journée, beurre, crème, sérac et petit-lait. Le fromage, lui, reste en cave pour y être élevé. Même s'il est l'employé de la fromagerie, le fromager est le pivot de l'organisation. Il doit avoir des compétences, mais aussi du caractère, «de la moralité», disent les contrats. C'est lui qui tient les registres de l'apport du lait, matin et soir, c'est lui qui contrôle la qualité du lait qui doit «être franc et loyal». Le mouillage est une fraude assez courante, d'après l'autrice, malgré les sanctions sévères prévues par les règlements, et ces affaires se terminent souvent en procès longs et pénibles, les techniques pour tester le lait n'étant pas toujours sûres.

L'argent n'est réparti qu'une fois par an, après la vente des fromages. Évidemment, cette organisation convient à une société encore largement basée sur l'auto-alimentation et le troc, dans laquelle le numéraire joue un rôle secondaire.

Vers la fin du siècle, les fromageries tendent à faire place à des sociétés de fromagerie, qui vendent leur lait à un fromager. Ce dernier n'est plus l'employé de la société. Il est mandaté par la commission de la fromagerie, souvent pour une année, mais c'est un indépendant, qui achète le lait à un prix fixé lors de son engagement, et qui est libre d'en faire ce qu'il veut. Les agriculteurs en tirent certains avantages. La vente à un fromager leur

permet d'être payés régulièrement, habituellement chaque trimestre, et diminue leur risque financier. En revanche, ils perdent une partie de leur pouvoir de décision concernant la vente des fromages, la fabrication et les produits secondaires.

Cette transformation se fait progressivement, avec la possibilité de revenir vers l'organisation en fromagerie. Pour autant qu'on le puisse. En effet, plusieurs fromageries qui ont choisi de vendre à bon prix aux fromageries ont abandonné le matériel nécessaire à la confection du fromage et se retrouvent dès lors piégées lorsque les prix des fromageries ou des fromageries baissent. Les sociétés cherchent pourtant à défendre leurs pratiques démocratiques. Malgré les recommandations de l'État dans ses statuts modèles de 1887, on en reste à l'idée d'une voix par fromagerie, et pas une voix par vache. Le principe de la corvée pour l'entretien ou l'amélioration du bâtiment est maintenu. On abandonne en revanche l'idée du tournus annuel pour la commission. Depuis 1884, il est obligatoire de s'inscrire au Registre du commerce et chaque changement de membres doit être annoncé, ce qui coûte cher.

À partir des années 1900, sous la pression notamment d'une demande croissante de lait de consommation par les villes, une nouvelle étape s'ouvre, avec la constitution de grandes coopératives et de fédérations fromagères, un mouvement de structuration qui se développe dans un contexte de conflits entre les producteurs, les transformateurs, les commerçants, les exportateurs et les consommateurs. C'est une autre étape qui commence.

L'ouvrage offre une histoire vue d'en-bas, en de belles pages nourries des procès-verbaux retrouvés dans le grenier ou la cave d'anciens dirigeants de société, qui restituent l'atmosphère villageoise où la laiterie est un lieu de discussion et d'expériences démocratiques, plus propice aux progrès que ces autres forums que sont l'église ou le bistrot. L'autrice avait à cœur de rendre justice au monde paysan dans sa capacité à gérer des communs avec des formes démocratiques originales, l'exercice est réussi. L'ouvrage s'inscrit ainsi dans ce mouvement historiographique qui propose une réévaluation de la notion de progrès, classiquement attaché au développement d'une société industrielle, vision dans laquelle le monde paysan ne peut être qu'en retard et, au fond, réactionnaire. La réalité pourrait bien être plus nuancée.

ALAIN CLAVIEN

Anna Siemsen, *Impresiones de España. Libro ilustrado* (1937)

étude préliminaire
de Luís Manuel Calvo Salgado,
traduction de Raquel Ruiz
Madrid, Postmetropolis, 2023,
236 pages

La traduction en espagnol du texte d'Anna Siemsen constitue un apport bienvenu à l'histoire transnationale de la guerre civile espagnole et à l'étude de la position de la Suisse face à ce conflit. Précédé d'une étude remarquable et très utile de l'historien zurichois d'origine galicienne Luís Manuel Calvo Salgado – elle constitue une partie fondamentale du projet éditorial

(110 pages) –, *Impresiones de España* (traduction du titre original allemand *Spanisches Bilderbuch*) permet de découvrir un texte souvent oublié, à l'opposé de témoignages plus connus tels que ceux de Regina Kägi-Fuchsman (*Das gute Herz genügt nicht. Mein Leben und meine Arbeit*, 1968), responsable de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, ou de Rodolfo Olgiati (*Nicht in Spanien hat's begonnen: von Erfahrungen und Erlebnissen internationaler Hilfsarbeit*, 1944).

Cet ouvrage constitue une source importante pour l'histoire de la mobilisation des organisations humanitaires helvétiques durant la guerre civile espagnole, en particulier le Comité neutre de secours aux enfants d'Espagne (« Ayuda Suiza »). Par ailleurs, il est rédigé par une figure majeure de l'émigration allemande antifasciste en Suisse, Anna Siemsen (1882-1951). Députée au Reichstag de 1928 à 1930, membre du Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands puis du Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Siemsen émigre en Suisse en 1933 après la révocation de son poste de professeure à l'Université Friedrich Schiller de Iéna. Elle reviendra en Allemagne après 1945. Pacifiste, écrivaine, pédagogue, militante, elle est l'auteure d'une vingtaine d'essais sur l'art, la littérature, l'éducation ou la politique.

Composé de 24 chapitres assez brefs, le texte prend la forme d'un reportage autobiographique basé sur les rencontres et les expériences de l'auteure, au printemps 1937, lors de son voyage dans la zone républicaine accompagnée par Kägi-Fuchsman. Publié une première fois en allemand chez un éditeur parisien (Éditions Nouvelles internationales), le texte

est réédité en 1947 en Allemagne (Komet). L'étude préalable de Calvo Salgado permet de reconstituer en détail la démarche éditoriale (notamment le rôle essentiel de la série de photographies publiées dans la première édition, pp. 94-101) et d'éclairer le récit à la lumière de l'œuvre intellectuelle et du parcours militant de l'auteure. L'historien propose par ailleurs une lecture très fine du texte en mettant notamment en exergue la dimension religieuse des réflexions de Siemsen, mais aussi le rôle central du deuil dans les différentes séquences qui se succèdent au fil de cet essai (pp. 78 et sq.).

Impresiones de España s'adresse en premier lieu au public helvétique. L'auteure poursuit l'intention de présenter les succès du régime républicain dans le domaine de l'éducation et de l'assistance aux réfugiées et réfugiés. Son récit invite la population suisse à participer au mouvement de solidarité pour la République. Cet objectif explique le format du récit destiné à un grand public, mais aussi une écriture proche du journalisme et le recours à des images qui authentifient la véracité de son témoignage. Son ouvrage souhaite présenter de manière objective les initiatives de la République dans le domaine éducatif et humanitaire, mais aussi donner des éléments de réponse à certaines questions délicates qui ont mobilisé l'opinion internationale, telles que les violences religieuses (elle rencontre notamment le pasteur d'origine allemande Fliedner, à Madrid).

Le regard de Siemsen sur la guerre civile est exemplaire des récits de voyage élaborés par les visiteurs étrangers de la péninsule durant cette

période. L'exotisme du paysage «éternel» de la péninsule (pp. 140 et 157) et le peuple «noble» (p. 160) et ancestral formé de paysans et de petits commerçants à l'esprit autonome suscitent l'admiration de la pédagogue allemande. Cependant, ce tableau bienveillant est étroitement associé à son analyse de la situation espagnole. Celle-ci est le produit de sa connaissance de l'histoire du pays, de références bibliques et de sa lecture de l'actualité politique européenne. Sa lutte contre le fascisme est à l'origine de commentaires parfois caricaturaux sur la culture allemande. Les origines musulmanes et méditerranéennes d'un peuple «d'une noblesse héroïque» (p. 145) sont comparées avec l'héritage brutal des peuples du nord de l'Europe (Habsbourg, Germains, Normands) qui ont amené uniquement des «voleurs et des conquérants» (p. 144). Ces commentaires sont exemplaires des sacrifices et des ruptures brutales imposés par son exil. Dans ce contexte, la lutte du peuple espagnol apparaît comme le moment d'une renaissance et sa résistance comme «un miracle» (p. 150). Nourris au pain et à l'huile, les enfants espagnols vivent, à la lumière du soleil, l'esprit libre et joyeux (pp. 157 et 170). Beaux et vifs, ils incarnent l'espoir d'un futur meilleur au contraire des enfants des ouvriers de Londres ou de Berlin plongés dans la grisaille (p. 157). «Ici, nous avons un peuple ancestral, un des plus vieux d'Europe, qui après des siècles de déclin se réveille à nouveau et reprend conscience de lui-même et prend les rênes de son propre destin [...] la dernière et entièrement injuste possibilité de salut est l'héroïsme espagnol» (p. 223 et p. 227).

Cette volonté d'entrer en dialogue avec les donateurs suisses et de susciter leur empathie antifasciste motive certains silences dans son texte. Les conflits internes au sein du camp républicain, qui sont à l'origine des combats dans la ville de Barcelone en mai 1937 (dont elle est témoin à son arrivée à Barcelone), les difficultés militaires de la République qui perd durant l'année 1937 l'ensemble de son territoire au nord de la péninsule ne sont pas abordés dans le texte de Siemsen. En revanche, en prenant du recul sur ce texte, il est possible de suivre le parcours des nombreux acteurs humanitaires qui visitent l'Espagne de 1936 à 1939. De Barcelone à Madrid, en passant par Valence, ils sont nombreux à suivre des étapes semblables à celles évoquées par l'émigrée allemande. La découverte de la péninsule exige une certaine patience et de longs déplacements en voiture, car les voies de communication sont difficiles et le pays désorganisé par la guerre. Enfin, les visites des colonies scolaires et des centres de réfugié·e·s (notamment le stade olympique de Montjuïc à Barcelone transformé en lieu d'accueil), des fermes modèles et les distributions de nourriture constituent des passages obligés.

Le témoignage de cette intellectuelle antifasciste engagée pour l'Espagne républicaine propose de nombreuses clés de lecture ; il constitue une très belle passerelle pour se plonger dans l'histoire captivante de l'engagement international et internationaliste durant la guerre civile espagnole.

SÉBASTIEN FARRÉ

Florian Eitel, *Le vallon horloger et ses anarchistes.*

Une micro-histoire de Saint-Imier et de Sonvilier aux débuts de la mondialisation

traduction et adaptation
de Marianne Enckell,
Intervalles, n° 123, Bienne,
automne 2022, 227 pages

En 2018, paraissait la thèse de Florian Eitel, *Anarchistische Uhrmacher in der Schweiz*, aux éditions Transcript Verlag à Bielefeld. Un travail remarquable qui propose une approche renouvelée de la contribution du vallon de Saint-Imier à l'émergence, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, de courants de pensée et d'action aux accents anti-autoritaires et internationalistes, bientôt regroupés sous l'étiquette d'anarchisme. Nous ne pouvons que saluer l'initiative de Marianne Enckell d'en mettre aujourd'hui une traduction à la disposition du public régional et francophone.

Réduire et adapter les six cents pages initiales à la taille, aux contraintes éditoriales et au lectorat non spécialisé d'*Intervalles*, la revue culturelle du Jura bernois et de Bienne, n'était pas le moindre des défis. L'exercice est toutefois réussi avec une publication agréable à parcourir, ponctuée d'encadrés éclairant certains aspects particuliers et agrémentée d'une iconographie enrichie et mieux valorisée que dans la version originale.

Le contenu reprend quant à lui les grandes lignes et la structure ternaire de la thèse. La première partie, où se croisent subtilement les apports de la microhistoire et d'une histoire plus globale, relève les

caractéristiques de Saint-Imier et Sonvilier, les deux villages où naît le mouvement anarchiste jurassien. Emportés par l'essor horloger et la création de la fabrique des Longines, ils vivent une industrialisation accélérée durant le XIX^e siècle. Explosion démographique, réorganisation de l'urbanisme, nouvelles conditions de travail, accès à de nouveaux moyens de transports et de communication (train, poste, journaux, télégraphe, etc.), mais aussi crises récurrentes bouleversent les repères et mettent les ouvrières et ouvriers en rapport avec le monde. Ce contexte représente un terreau fertile pour l'émergence d'une pensée sociale et pour l'inscription de la région dans l'élan et les débats qui animent le milieu ouvrier européen. Notamment à la suite de la création de l'Association internationale des travailleurs (AIT) à Londres en 1864.

Les deux autres parties se concentrent sur la formation du mouvement anarchiste jurassien lui-même. Renonçant à une approche chronologique classique, Florian Eitel adopte une lecture de nature plutôt sociologique. Pour saisir la base sociale et les réseaux sur lesquels s'appuie le mouvement naissant (deuxième partie), il reconstitue d'abord le profil et la vie des participant·e·s au deuxième congrès anti-autoritaire, qui se tient à Saint-Imier en septembre 1872. Cet événement a représenté, rappelons-le, une étape marquante dans la prise de distance d'une fraction des militant·e·s face au courant centralisateur d'inspiration marxiste qui dominait l'AIT. On y découvre, à côté des figures tutélaires de Michel Bakounine et d'Adhémar Schwitzguébel, un en-

semble composite aux origines, orientations et parcours politiques fort différents (horlogers jurassiens, communards, anarchistes espagnols et italiens, révolutionnaires russes, etc.). Des hommes surtout, mais aussi quelques femmes, des étudiantes russes issues de la très politisée communauté slave de Zurich, où se pratique l'étude active du socialisme, des mouvements ouvriers et de l'économie politique.

Relevons ensuite tout l'intérêt de l'analyse sur l'usage du train et du télégraphe pour comprendre la rapidité de diffusion de leurs idées, ainsi que leur manière d'échanger, d'affiner leurs conceptions et de leur donner consistance, en s'inscrivant au cœur de réseaux nationaux et internationaux eux-mêmes en constitution.

Le mouvement prend aussi forme grâce à un processus de création culturelle, qui permet de fixer les bases d'une « communauté imaginaire ». La troisième partie montre comment, à partir de positions souvent divergentes, se forge une identité commune précisant progressivement les contours d'un anarcho-syndicalisme jurassien. Elle repose sur l'adoption de valeurs de référence : internationalisme, solidarité, propriété collective des instruments de travail, libre association, coopération et bien sûr révolution sociale, apothéose de la lutte ouvrière. Mais aussi sur le recours à de nombreux supports de transmission (photographies, musique, chansons, célébrations publiques, etc.), qui contribue à souder la communauté et à façonner une culture propre.

Le croisement des points de vue (global-local) et la focalisation sur des aspects peu étudiés (composi-

tion sociale et identité collective) apportent un regard neuf sur la naissance du mouvement jurassien et, plus largement, d'une pensée ouvrière au XIX^e siècle. Le soin placé dans la relecture des sources connues et la recherche de nouvelles (par exemple la fiscalité pour mieux cerner les profils militants), ainsi que l'analyse des modes de communication affinent l'approche. Ce travail de fond donne une nouvelle vie, une nouvelle épaisseur aux anarchistes du vallon de Saint-Imier et à leurs débats, tout en permettant de mesurer leur présence et leur influence réelles sur la scène internationale.

S'il fallait relever quelques faiblesses dans le propos, nous mentionnerions le manque de clarté et de rigueur dans la définition et l'utilisation de certains concepts. Parler de globalisation, de transnationalité, de système mondialisé à propos du XIX^e siècle ne va pas tout à fait de soi et l'usage répété de ces termes mériterait sans doute quelques nuances ou clarifications initiales. Notamment pour les mettre mieux en relation avec le concept clé du mouvement qu'est l'internationalisme ouvrier.

LAURENCE MARTI

Guite Theurillat, *Le MLF du Jura, un processus d'émancipation. Le Groupe femmes Delémont. Témoignage d'une militante*
Neuchâtel, Éditions Alphil, 2023,
194 pages

Publié en automne 2023, cet ouvrage offre une page d'histoire « subjective » du féminisme romand : l'activité du « Groupe femmes Delémont »

(ci-après GFD) entre 1974 et 1981. Consacré à un collectif féministe dont les actions ont été jusqu'ici peu documentées, ce témoignage militant, ancré dans une région sous emprise catholique, vient compléter l'histoire des féminismes contemporains en Suisse.

Puisant dans ses archives personnelles et des documents publics, Guite Theurillat livre un récit qui entremêle parcours de vie et expériences militantes. Ce témoignage montre particulièrement bien l'imbrication du processus d'émancipation personnelle et du militantisme. Parallèlement à son engagement féministe, la narratrice évoque en effet sa vie de jeune mère et les obstacles pour être une femme libre et indépendante.

Bien qu'affiliées au Mouvement de libération des femmes (MLF), les militantes jurassiennes choisissent un autre nom afin de permettre « au plus grand nombre de femmes possible de le rejoindre » (p. 27). Et c'est le cas, puisque le GFD réunit des « femmes de toutes conditions » (p. 28), alors que les autres MLF romands regroupent majoritairement des universitaires. En revanche, son mode d'organisation ainsi que les thèmes discutés sont semblables. Il fonctionne comme un groupe de parole (qui encourage le partage d'expériences) ; les réflexions et débats sur le patriarcat et ses différentes manifestations favorisent la politisation. Lieu de formation et d'apprentissage du militantisme, ce collectif est également un espace où se forment des amitiés fortes. Le témoignage de Guite Theurillat met également en évidence les ressources nécessaires pour l'engagement militant,

en particulier le fait de pouvoir disposer de temps en soirée ou durant le week-end.

Composé de 19 chapitres, l'ouvrage présente l'étendue des activités du GFD, allant d'initiatives locales à la participation à des campagnes nationales, ainsi que l'énergie et la créativité déployées. Les actions du collectif s'inscrivent clairement dans les débats féministes de l'époque : droit à une assurance maternité, contraception libre et gratuite et droit à l'avortement. Les membres n'hésitent pas à débattre du plaisir sexuel et à revendiquer des enfants désirés. Autre revendication chère aux militantes : la création de garderies et de places de jeux à Delémont. Elles s'emparent aussi des conditions de travail des femmes, des salaires féminins, du temps de travail salarié et du travail ménager et s'opposent au modèle de la « femme au foyer » alors dominant y compris au sein des organisations syndicales. Le GFD revendique notamment une classification salariale des secrétaires femmes de l'administration cantonale qui soit indépendante du statut matrimonial. Le collectif dénonce enfin les discriminations dans la formation, notamment le cours complémentaire ménager obligatoire pour les femmes de 16 à 20 ans, dont le refus de participation est sanctionné pénalement.

Dès la création du collectif, ses membres manifestent très fortement leur méfiance envers les associations féminines « bourgeoises » et les institutions politiques cantonales. En 1975, elles participent à l'anti-congrès des femmes organisé à Berne par le MLF, en réaction au Congrès national des femmes dont les organisatrices refusent de discuter de l'avortement.

Au niveau cantonal, les militantes qui ont suivi de près la mise en place des institutions jurassiennes se gardent de soutenir la liste de candidates à l'élection de l'assemblée constituante. Enfin, en 1979, le GFD s'oppose à la création du Bureau de la condition féminine (BCF) arguant qu'il serait dépendant de l'administration. Guite Theurillat y travaille toutefois pendant neuf ans comme collaboratrice de la déléguée à l'égalité cantonale, tout en continuant de militer au GFD, ce qui n'est pas sans créer des tensions avec certaines membres.

En relatant les réflexions et actions du GFD menées dans le Jura des années 1970, Guite Theurillat aspire également à partager cette page d'histoire avec les jeunes générations. Les lectures qui ont forgé la conscientisation des membres du collectif sont présentées à la fin de l'ouvrage. Signalons enfin l'excellente postface de l'historienne Pauline Milani qui rappelle entre autres l'importance de replacer les mobilisations actuelles dans la longue histoire afin de mieux comprendre les avancées et les résistances que suscitent les revendications féministes.

MAGDALENA ROSENDE

Matthieu Berthod et Éric Burnand, *Berne, nid d'espions. L'affaire Dubois 1955-1957*

Lausanne, Éditions Antipodes, 2023, 186 pages

En mars 1957, le suicide de René Dubois, Procureur général, fut pour l'opinion publique un véritable coup

de tonnerre, qui allait faire la « une » de la presse suisse et internationale.

Dans un récent roman graphique, le journaliste Éric Burnand et le dessinateur Matthieu Berthod racontent cette histoire à la manière d'un *thriller* palpitant, mais aussi en expliquant avec clarté ses soubassements politiques. En 1952, le socialiste neuchâtelois René Dubois est nommé procureur général de la Confédération. Contre l'avis de certains milieux, qui le qualifient d'« anti-militariste », ce qui est une absurdité, car l'homme est capitaine EMG... Il est vrai qu'il a enquêté sur une autre affaire, assez sordide, celle des frères Rieser (dont l'un était colonel), qui ont reçu des pots-de-vin de l'usine britannique produisant les chars Centurion, acquis par l'armée suisse. Il est donc dans le collimateur de hauts gradés qui intrigueront pour « couler » le Procureur, par ailleurs méprisé à cause de ses origines ouvrières.

Or René Dubois tomber rapidement sous la coupe d'un personnage plus que trouble, le colonel Marcel Mercier, un « barbouze », membre du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) français. Il invite le haut fonctionnaire helvétique à Paris et lui fait découvrir un train de vie luxueux qu'il n'a jamais connu. Mais si Dubois était probablement un naïf, ce n'était en aucun cas un « vendu ». Anticommuniste viscéral, ce socialiste, idéologiquement proche de Guy Mollet, est persuadé que l'URSS et le colonel Nasser sont les commanditaires de la guerre de libération algérienne. Le gouvernement français en est en tout cas convaincu et se lance en 1956, avec

la Grande-Bretagne, dans la désastreuse opération militaire de Suez, à la suite de la nationalisation du canal par l'Égypte. Cela mène René Dubois à ordonner ou cautionner les écoutes téléphoniques, par le Ministère public fédéral, des conversations entre l'ambassade d'Égypte et des membres du Front de libération nationale algérien. Le conseiller fédéral agrarien Markus Feldmann était-il lui-même derrière ces écoutes ? Les lectrices et lecteurs du livre découvriront d'autres personnages, tels que l'inspecteur Max Ulrich, responsable direct des écoutes. Sans oublier le rôle des États-Unis (notamment de la CIA), qui ont des contacts avec le FLN, car le Sahara sent bon le pétrole... On est donc plongé dans un véritable panier de crabes !

Outre l'aspect *thriller*, Éric Burnand a accompli un solide travail d'historien. Des pages en encarts, ainsi que la partie « Les dessous de l'affaire Dubois », permettent de bien comprendre cette histoire assez complexe et embrouillée. Elles constituent aussi une saine réflexion sur ce que Burnand nomme « l'hypocrisie de la neutralité helvétique ». Collaborer, en pleine guerre d'Algérie, avec le SDECE français, ce n'était pas innocent...

Le livre entre dans la psychologie des personnages, notamment celle de René Dubois, qui est présenté avec une certaine empathie, sans doute due à sa fin tragique. Il est surtout dépeint comme un candide piégé par Mercier, et comme le « fusible » qui permet d'occulter d'autres responsabilités politiques.

Les dessins en noir-blanc de Matthieu Berthod, inspirés par le roman noir américain, concourent

pour une large part à la réussite que constitue ce roman graphique. Il met donc en lumière une affaire oubliée sinon occultée et, au-delà de ses péripéties, les ambiguïtés de notre « neutralité ».

PIERRE JEANNERET

**Marc Perrenoud
et Bouchra Mokhtari,
*Le long chemin jusqu'aux
Accords d'Évian. Souvenirs
de Suisse (1960-1962)***

avec une préface de Jean Mayerat,
Éditions barzakh, Alger, 2023,
47 pages

La Confédération, au lieu de prendre clairement parti dans tel ou tel conflit international ou civil, ne pourrait-elle pas faire office de médiateur, avec beaucoup plus de dynamisme ? Rôle qu'elle a joué, à la grande satisfaction des deux parties, lors de la préparation des Accords d'Évian en 1962. Certes, la Suisse ne participa jamais directement aux discussions, mais en les facilitant et en établissant une relation de confiance entre les émissaires de la France gaulliste et ceux du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), elle contribua à mettre fin à la guerre d'Algérie, qui durait depuis 1954.

C'est à ce processus que l'historien Marc Perrenoud, spécialiste de l'Algérie où il a d'ailleurs passé son enfance, et la jeune dessinatrice Bouchra Mokhtari viennent de consacrer un livre-BD, genre décidément à la mode ! L'ouvrage, qui semble s'adresser prioritairement à la jeunesse algérienne et suisse, est didactique dans le meilleur sens du

terme. Des cartes, des notices biographiques, des extraits de journaux de l'époque, avec les noms de prestigieux journalistes tels que Charles-Henri Favrod qui, dans la *Gazette de Lausanne*, a fait connaître au public romand les aspirations du peuple algérien, restituent bien le climat de l'époque. On y retrouvera d'autres Suisses, comme Jean Mayerat, qui s'engagèrent avec courage pour la cause de l'Indépendance. On assiste à toutes les phases de la préparation de la conférence d'Évian. Rappelons que le maire de la cité savoyarde Camille Blanc, considéré comme traître à « l'Algérie française », fut alors assassiné par la tristement célèbre OAS (Organisation de l'armée secrète). On mesure aussi dans le livre le rôle éminent joué par le conseiller fédéral radical Max Petitpierre, partisan d'une Suisse ouverte au monde. N'entrons pas ici dans tous les détails de ce processus diplomatique, qui connut des avancées et des revers. On les apprendra en lisant les pages, très vivantes, de cet opus historique à la portée de tous. Mais on ne saurait éluder un aspect important de la médiation suisse : c'est notre pays qui, au Signal de Bougy et sous forte protection militaire, abrita la délégation algérienne, qui ne voulait pas loger en France. Et ladite délégation était transportée chaque jour à Évian par hélicoptères de l'armée suisse. L'écrivain français Pierre-Henri Simon rendit d'ailleurs à cette action diplomatique et concrète un bel hommage dans le journal *Le Monde*, sous le titre « Si la Suisse n'existait pas... »

Certes, le rôle positif de la Suisse est un peu lourdement appuyé. Il faut dire que l'ouvrage a été réalisé

avec le soutien de l'Ambassade de Suisse en Algérie... On pourrait reprocher aussi à cet ouvrage le fait qu'il ne dit pas un mot du fait que ces fameux Accords n'ont pas été respectés par les gouvernants algériens qui ont succédé aux négociateurs d'Évian. Quant à la qualité des dessins, si les bâtiments concernés (Palais fédéral, hôtels, lieux des rencontres entre les deux délégations) ont été reproduits avec minutie, les postures rigides et les visages des différents personnages sont montrés avec une certaine naïveté, qu'explique probablement le souci de l'artiste algérienne de traiter un sujet grave avec une certaine austérité. Mais finalement, le principal n'est pas là. Il est de faire comprendre aux lectrices et lecteurs un long et difficile processus de négociation mené il y a soixante-cinq ans, dans lequel, répétons-le, la Suisse a joué un rôle dont elle pourrait davantage s'inspirer aujourd'hui.

PIERRE JEANNERET

**Francesco Garufo, Sarah Kiani,
Kristina Schulz (éd.),
Enfants du placard.
À l'école de la clandestinité
Neuchâtel, Livreo-Alphil, 2024,
182 pages**

Cet ouvrage à plusieurs voix qui contribue à faire sortir de l'ombre un aspect particulièrement sombre de la Suisse d'après-guerre se déploie en trois volets : une recherche d'histoire menée à l'Université de Neuchâtel sur le phénomène des enfants du placard, enfants cachés de saisonniers, enfants privés de droits élé-

mentaires ; une exposition au Musée d'histoire de La Chaux-de-Fonds et une série d'études de cas réalisées dans un séminaire de master en sciences historiques. Le volume fournit de nombreuses informations sur une histoire difficile dont il s'efforce de montrer diverses facettes en donnant la parole à des témoins pour rendre compte de la pluralité d'expériences, et de souvenirs, qu'elle recouvre. Il s'agit d'une histoire à faire, en train de se faire, pas encore terminée. Il s'agit surtout d'une histoire de clandestinité et d'invisibilité qui constitue la face cachée, trop longtemps occultée, de la construction en Suisse d'une certaine prospérité économique, ce « revers de la médaille » qu'évoquait un film d'Alvaro Bizzarri à propos du travail saisonnier¹.

Le témoignage de Liliana Azevedo est un peu particulier puisqu'elle a vécu l'expérience de cette clandestinité dans son enfance alors qu'elle est aujourd'hui devenue une chercheuse.

Je portais une petite sacoche autour du cou, j'avais un abonnement dedans et mon père m'avait fait un petit papier où il avait écrit « 9, Lutry ». [...] Et je me souviens que mes parents insistaient énormément : « tu ne parles à personne ! Tu ne parles jamais à personne. Tu ne parles pas aux inconnus, tu rentres à la maison, tu rentres à la maison direct ! » etc. (p. 42)

Elle mettra vingt ans à comprendre la raison de cette insistance, parce qu'elle n'avait pas conscience de sa situation irrégulière. Le souvenir de son insouciance au regard de la gravité de la situation gérée par ses parents éclaire ainsi d'une manière

inédite ce crime à l'enfance commis à travers le statut de saisonnier et que reproduisent les obstacles contemporains au regroupement familial pour les populations exilées.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur l'expérience d'une exposition muséale temporaire² qui s'est concentrée sur des témoignages relatifs aux conditions concrètes de cette clandestinité, ainsi qu'à des engagements spécifiques pour assurer le droit de ces enfants cachés à une scolarisation. L'importance du témoignage dans cette opération culturelle de médiation a impliqué de pouvoir en même temps en recueillir de nouveaux. Un dispositif d'enregistrement de réactions au terme de la visite a ainsi été mis en place, dans lequel se sont mêlés des récits de mémoire de l'expérience d'enfant du placard et des réactions de visiteurs ayant pris conscience de cette page sombre du passé qu'ils ne soupçonnaient pas.

Une troisième partie présente des travaux d'étudiant·e·s sur le contexte et les modalités de cette affaire des enfants du placard par de courtes synthèses qui concernent elles aussi l'expérience concrète de la clandestinité et les initiatives pour le droit de ces enfants à l'école. Il y est question, par exemple, de l'attitude de la police, de la menace constante qu'elle incarne et de la marge de manœuvre dans laquelle se situe parfois son action; de l'attitude de la presse après une longue période de silence; du rôle de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989, ratifiée plus tardivement par la Suisse en 1997; des actions pour la scolarisation de ces enfants à travers l'École Mosaïque de La Chaux-de-Fonds, qui avait été précédée par l'école

clandestine du Seyon, à Neuchâtel, avant que le Département de l'instruction publique du canton décide d'intégrer tous ces enfants au début des années 1990; des reconfigurations familiales et du statut des mères saisonnières; du rôle des syndicats; etc.

Il est réjouissant de pouvoir lire ces travaux d'étudiant·e·s sur une histoire sociale si longtemps occultée dans la société et si longtemps négligée par l'histoire universitaire. Les études de cas évoquées le sont parfois d'une manière un peu brève et donnent envie d'en savoir davantage dans une perspective plus large. Cependant, les récits d'expériences sont passionnants, tout comme les témoignages poignants de la clandestinité et du placard. En outre, c'est bien là une histoire en train de se faire, dans le cadre d'une recherche pas encore terminée. Mais c'est surtout une histoire qui se fait enfin.

CHARLES HEIMBERG

¹ Alvaro Bizzarri, *Il rovescio della medaglia*, 1974, film documentaire. Disponible dans *Accueillis à bras fermés*, Lausanne, Climage et Genève, TSR, 2009.

² Présentée de juin 2022 à mars 2023 à La Chaux-de-Fonds, puis en janvier-février 2024 à Écublens.